



## AVEC L'OFFRE HEBDOMADAIRE DE MAURI ALLO

VOS APPELS NATIONAUX DURENT DE PLUS EN PLUS



POUR ACTIVER L'OFFRE  
\*222\* CODE DE RECHARGE \*1#

Vous pouvez demander aux agents Tahwil l'activation de tous les forfaits



## 62<sup>ème</sup> Anniversaire de L'indépendance

Le Président de la République préside la cérémonie de levée des couleurs

Discours du Président de la République

●●● La production de gaz et les enjeux stratégiques pour la Mauritanie



62<sup>ème</sup> Anniversaire de L'indépendance



**TOYOTA**

**CMDA S.A**

Distributeur Officiel de Toyota en Mauritanie

**LE LAND CRUISER PICK UP EST  
LE MEILLEUR VÉHICULE  
TOUT TERRAIN AU MONDE**



- Carburant : Diesel
- Couple maxi Nmi/(tr/min) : 285/2200
- Cylindrée (cm3) : 4164
- Nombre de cylindres : 6
- Nombre de soupapes par cylindre : 2
- Puissance maxi (ch) à tr/min : 131/3800
- Type de moteur : En ligne

**Direction assistée, réservoir  
supplémentaire, snorkel**

Contact:

Tél. (222) 45 25 47 30 - E-mail: cmda@cfao.com

\*Dans la limite des stocks disponibles

**LE COLONEL TWERGUI VALY CHENANE N'EST PLUS**

Le Colonel Twergui Valy Chenane , commandant du Centre National d'entraînement commando a été rappelé à Dieu, dimanche 23 Octobre 2022 suite à une crise cardiaque. A cette occasion douloureuse, le Général de Division Moctar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major Général des Armées adresse ses sincères condoléances à la famille du défunt, implorant Allah le Tout Puissant de lui accorder sa vaste miséricorde. **Nous sommes à Dieu et à Lui nous revenons.**



**LE COLONEL À LA RETRAITE MOHMED OULD LEBATT  
RAPPELÉ À DIEU**



Le Colonel à la retraite Mohamed Ould Lebatt a été rappelé à Dieu, mercredi 28 Octobre 2020, A cette occasion douloureuse, le Général de Division Moctar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major Général des Armées adresse ses sincères condoléances à la famille du défunt, implorant Allah le Tout Puissant de lui accorder sa vaste miséricorde. **Nous sommes à Dieu et à Lui nous revenons.**

**Fonctions occupées:**

- 1982-1986:** officier pilote à la Direction de l'Air.
- 1989-1997:** Directeur du matériel de l'Armée Nationale.
- 1998-2002:** Directeur de l'Air commandant en chef de l'aviation militaire.
- 2003- 2004:** Chef du Bureau de la logistique de l'Armée Nationale.



avec BP, étant étendu que seule une grande compagnie comme elle peut mettre en production un projet de cette ampleur. Les deux sociétés ont aussi été aidé - et elles le disent - dans la mise en place d'une stratégie de développement et d'exploitation du projet Grand Tortue Ahmeyim par la parfaite entente entre la Mauritanie et le Sénégal. Elles disent avoir « trouvé de chaque côté, tant en Mauritanie qu'au Sénégal, des interlocuteurs gouvernementaux pragmatiques ayant pour objectif, avant tout, de faire avancer le projet pour une entrée en production la plus rapide possible<sup>3</sup>. » Pour le complexe de Grand-Tortue, gisement à cheval sur les deux pays, les développeurs ont opté pour une répartition à égalité entre les deux États, qui sera ajustée au fur et à mesure qu'ils obtiennent une répartition plus précise des réserves respectives de chacun. Pour les gisements satellitaires, qui sont, contrairement à Grand-Tortue, complètement dans un seul pays, l'accord de partage de production sera négocié à part avec l'État concerné. Cela pourrait être le cas demain en Mauritanie, si le programme d'exploration que mène BP sur le champ Orca est couronné de succès.

#### Un partenariat gagnant-gagnant

Au sein du groupement du projet, qui inclut également l'américain Kosmos Energy, et les deux compagnies nationales, la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM) et Petrosen les relations à l'intérieur sont apaisées, les règles du jeu faisant de BP l'opérateur du projet, étant bien connues. Seule une grande compagnie comme la compagnie bri-

tannique, dotée d'une expertise technique très large et de moyens financiers massifs, peut mettre en production un projet de cette ampleur et de cette technicité. Kosmos, découvreur du gisement, et qui détient 30 % des parts de Grand-Tortue, continue à explorer le sous-sol pour le compte du projet – en lien avec les équipes d'exploration de BP –, ainsi que sur certaines questions techniques sous-marines. Quant aux compagnies nationales, elles sont impliquées quotidiennement sur des questions aussi bien contractuelles que stratégiques et commerciales, ainsi que des transferts de compétence. De la production de GTA réservée à la demande locale. Alors que la Mauritanie avait lancé une étude sur le schéma directeur de gaz (Gas Master Plan) afin d'identifier les meilleures options possibles pour l'utilisation du gaz, la société BP prévoit de produire pour la première phase autour de 500 millions de pieds cubes par jour grâce à Grand-Tortue Ahmeyim. Sur ce volume, 70 millions de pieds cubes iront pour la production électrique des deux pays – 35 millions de pieds cubes pour chacun, ce qui doit permettre la production de 500 mégawatts d'électricité, 250 mégawatts dans chaque pays –, ce qui pourra couvrir largement les besoins électriques de chaque pays. BP apportera alors le gaz aux deux pays, via un pipeline, jusqu'au brise-lames situé à 10 kilomètres de la côte, et chacun des États pourra mener lui-même son projet de centrale électrique. BP précise que cette quantité de gaz domestique pourra être augmentée au cours des phases suivantes, selon les besoins de chaque pays. Le marché du GNL étant en croissance partout, la Mauritanie et le Sénégal ont pour voca-

tion d'approvisionner le marché atlantique. BP dit n'avoir aucune inquiétude, le GNL de ces deux pays, qui sera vendu par la branche négoce de BP, étant assuré de trouver preneur. Pour sécuriser sa stratégie, la société britannique a aussi pris des positions à l'est du continent, en tant qu'acheteur. La même branche négoce de BP a ainsi signé un contrat d'approvisionnement avec le projet mozambicain Coral, même s'il n'est pas l'opérateur. En Mauritanie, si les regards sont aujourd'hui tournés vers Grand-Tortue Ahmeyim, les experts nationaux du domaine sentent que les attentes peuvent être comblées si le champ Bire Allah, situé totalement en Mauritanie, et estimé à 4 fois les réserves de GTA, avance comme souhaité. Au ministère du Pétrole, l'espoir est permis avec, pour objectif, une exploitation à terre (Onshore) pour les nombreux avantages qu'elle offre par rapport à l'offshore.

Sneiba Mohamed

1. Jeune Afrique, 16 juin 2022.

NOTES :

2. BP : « Ce qui nous a amené à dialoguer avec Kosmos Energy », Mauriweb, 21/10/2019.

3. « Le Sénégal et la Mauritanie doivent capitaliser sur leurs vastes ressources en gaz naturel le plus rapidement possible. », African Energy Chamber, août 2022.

# EDITORIAL

## La Résistance anticoloniale : Gloire et sacrifices mémorables

La Résistance anticoloniale, armée ou culturelle, constitue une étape importante de l'histoire de notre pays et une source d'inspiration intarissable pour tous les mauritaniens, notamment les militaires. Cette résistance inspiratrice des valeurs de courage, d'abnégation et de sacrifice avait consacré le consensus de toutes les populations de cet espace géographique et culturel qui deviendra la Mauritanie. Elles avaient alors unanimement rejeté toute présence coloniale et résisté contre la domination militaire et culturelle de l'impérialiste. La résistance anticoloniale, parmi les plus longues de la sous-région, s'était poursuivie, sans relâche, pendant plus de trente ans. L'apport de cette résistance ne se résume pas seulement aux faits historiques glorieux

ayant consacré l'identité et les valeurs spécifiques du pays, mais il s'étend à l'ancrage de l'identité nationale et aux valeurs fondatrices de l'Etat Nation. Ces mêmes valeurs qui ont motivé les héros de la résistance à verser leur sang de martyrs pour écrire l'épopée de la résistance et de rester unis face au colonisateur. Ces héros avaient, sans distinction aucune, bénéficié de l'appui des populations en toutes circonstances. En effet la résistance anticoloniale, qui a été la plus forte expression du refus de la domination, constitue une page glorieuse de notre histoire militaire. A ce titre, elle mérite d'être célébrée et magnifiée à travers l'écriture de ses faits héroïques pour tirer les meilleures leçons de ses enseignements et de ses valeurs.



## Dans ce numéro

### Editorial

3

6\_11

### Discours du Président

12 - 13

### Info - FARIM

14\_17

### Inaugurations

18\_23

### Info-FARIM

24-30

### Etudes et recherches

31

### Nécrologie

31

### PUB



**62<sup>ème</sup> Anniversaire de L'indépendance**  
Le Président de la République préside la cérémonie de levée des couleurs



Discours du Président de la République

La production de gaz et les enjeux stratégiques pour la Mauritanie

62<sup>ème</sup> Anniversaire de L'indépendance

Des découvertes de gaz qui ont fait de la Mauritanie l'une des destinations privilégiées des investisseurs étrangers, conduisant même certains pays, comme le Royaume-Uni, à ouvrir leurs ambassades à Nouakchott pour raffermir des relations diplomatiques et économiques prometteuses. Dans un document du Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie intitulé « Eléments sur la stratégie énergétique (Volet Hydrocarbures) », le directeur général des Hydrocarbures au MPME, M. Moustapha Ould Béchir, explique les éléments de la politique sectorielle, en amont et en aval, précisant qu'en chiffres, Bir Allah c'est 80 Tcf+ ((trillion cubic feet) et GTA, qui fait aujourd'hui l'actualité du gaz en Mauritanie, c'est 20 Tcf+. Il s'agit de réserves gazières de classe mondiale justifiant des développements de grande envergure (LNG, Pétrochimie...), avec des potentialités dans le bassin côtier qui donneront, dans un futur très proche, une meilleure visibilité, à d'autres intervenants du secteur comme Total et Shell). Ainsi, après 5 milliards d'investissement et six années de développement, le champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA) devrait entrer en production en 2023 (après un léger retard dû au Covid-19) et produire 2,5 millions de tonnes de gaz par an. Selon les prévisions, ce chiffre atteindra 5 millions de tonnes en 2027 et 10 millions de tonnes en 2030<sup>1</sup>. La découverte d'importants gisements de gaz au large de la Mauritanie et du Sénégal a déchaîné les passions. Les populations ont déjà le « rêve du gaz », chaque nuit et comptent les semaines et mois qui les séparent encore de ce grand jour où les sociétés BP et Kosmos Energy annonceront la commercialisation des premières

productions de GTA aujourd'hui en plein développement. Si la Mauritanie et le Sénégal fondent de grands espoirs sur ce champ gazier pour réinvestir les ressources financières qu'il aura générées dans leur développement économique, notamment dans les infrastructures, l'éducation et la santé, le géant BP, pilote le projet depuis son entente avec Kosmos, entend s'appuyer sur cette nouvelle base africaine pour rattraper ses grands Shell et Total, qui parient comme lui sur une explosion du marché du gaz naturel liquéfié (GN concurrents L). Après avoir racheté la majorité des parts du projet à l'américain Kosmos Energy en décembre 2016, le découvreur du gisement, la major britannique déclare avoir investi plus de 1 milliard de dollars pour la première phase du projet et prévoit « plusieurs autres milliards de dollars » pour les suivantes, sur une durée d'exploitation de trente ans. Des sommes énormes en jeu qui alimentent espoirs – et fantasmes – chez les populations en Mauritanie et au Sénégal, alors que les gouvernements des deux pays restent prudents sachant pertinemment que le secteur des hydrocarbures est soumis à des facteurs exogènes et endogènes fluctuants, même si l'objectif clairement affiché est de profiter du boom gazier, mais aussi éviter la « malédiction des matières premières » qui affecte souvent les nouveaux pays producteurs et dont les symptômes sont la dépendance au secteur extractif et la mauvaise gouvernance. Les enjeux de ce projet pour les deux pays ouest-africains francophones et pour les partenaires BP, -(actuellement le quatrième producteur d'hydrocarbures au monde – 3,7 millions de barils par jour en 2018 –, qui a réalisé l'an

passé 9,4 milliards de dollars de bénéfices, soit 2,8 fois plus qu'en 2017) et la major américaine Kosmos Energy sont donc énormes. Avec le développement de GTA, et probablement avec d'autres projets qui pourraient voir le jour au cours des prochaines années, cette région est amenée à devenir une nouvelle base pour BP. D'ici à une dizaine d'années, sa production dépassera celles des deux bases africaines historiques : l'Égypte, où BP a une production importante depuis cinquante-cinq ans, essentiellement gazière aujourd'hui ; et l'Angola, où elle est installée voici trente ans, mais dont la production d'huiles décline, car issue de champs vieillissants. En reprenant le projet de Grand-Tortue, en décembre 2016, BP était à la recherche de nouveaux réservoirs de gaz. La société qui a pour objectif de parvenir d'ici à cinq ans à une répartition de sa production à 60 % gazière et à 40 % pétrolière estime être actuellement au milieu du chemin, avec une production à peu près équivalente en gaz et en pétrole<sup>2</sup>. L'importance de GTA, pour BP, vient du fait qu'il s'agit du premier projet de liquéfaction de gaz issu d'un gisement ultra profond (à plus de 2000 mètres sous le fond marin). Ensuite, parce que c'est un projet binational et transfrontalier. Les responsables de la société soulignent qu'elle « a bien déjà mené des projets sur une frontière, notamment en mer du Nord, entre le Royaume-Uni et la Norvège, mais c'est la première fois qu'elle le (fait) sur le continent africain. Cela implique de nouer des accords de répartition de la production et des revenus complexes... » et Kosmos Energy a été bien avisée de nouer un partenariat, sur GTA,

## La production de gaz et les enjeux stratégiques pour la Mauritanie



2023 est une année qui, sauf nouveau report, entrera dans l'histoire de la Mauritanie comme celle de la production du gaz. Le gaz découvert sur la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal en 2015 pourrait être le facteur déclenchant d'une profonde transformation de l'économie de ces deux pays qui ont décidé de se mettre à deux, en engageant les sociétés BP et Kosmos Energy dans l'ensemble du processus conduisant à la commercialisation de la production du champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA)

Des découvertes de gaz qui ont fait de la Mauritanie l'une des destinations privilégiées des investisseurs étrangers, conduisant même certains pays, comme le Royaume-Uni, à ouvrir leurs ambassades à Nouakchott pour raffermir des relations diplomatiques et économiques prometteuses. Dans un document du Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie intitulé « Éléments sur la stratégie énergétique (Volet Hydrocarbures) », le directeur général des Hydrocarbures au MPME, M. Moustapha Ould Béchir, explique les éléments de la politique sectorielle, en amont et en aval, précisant qu'en chiffres, Bir Allah c'est 80 Tcf+ ((trillion cubic feet) et GTA, qui fait

aujourd'hui l'actualité du gaz en Mauritanie, c'est 20 Tcf+. Il s'agit de réserves gazières de classe mondiale justifiant des développements de grande envergure (LNG, Pétrochimie...), avec des potentialités dans le bassin côtier qui donneront, dans un futur très proche, une meilleure visibilité, à d'autres intervenants du secteur comme Total et Shell). Ainsi, après 5 milliards d'investissement et six années de développement, le champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA) devrait entrer en production en 2023 (après un léger retard dû au Covid-19) et produire 2,5 millions de tonnes de gaz par an. Selon les prévisions, ce chiffre atteindra 5 millions de tonnes en 2027 et 10

millions de tonnes en 2030<sup>1</sup>. La découverte d'importants gisements de gaz au large de la Mauritanie et du Sénégal a déchaîné les passions. Les populations ont déjà le « rêve du gaz », chaque nuit et comptent les semaines et mois qui les séparent encore de ce grand jour où les sociétés BP et Kosmos Energy annonceront la commercialisation des premières productions de GTA aujourd'hui en plein développement. Si la Mauritanie et le Sénégal fondent de grands espoirs sur ce champ gazier pour réinvestir les ressources financières qu'il aura générées dans leur développement économique, notamment dans les infrastructures, l'éducation et



**Directeur de Publication**  
Col Mohamed Cheikh Mohamed Heiba  
**Rédacteur en chef**  
Lt-col Sidi Mohamed o Hdeid  
**Secrétaire de Rédaction**  
cne Mame Tanor Dieng  
**Responsable Audiovisuel :**  
**Photographes :**  
A/C Mamadou Oumar Sarr  
A/C Taleb Ould N'dary  
Adj. Brahim Ould Saleh  
Adj. Ismail Ould Walaty

**Adj. Ahmed Ould Messoud**  
Adj. Mohamed Bekaye Samake  
Adj. Med Moustapha Amar  
Adj. Mahfoud O. T'feil  
S/C Mohamed O. Med Mahoud  
Cal Abdoulaye Yero Sall  
**Maquette /PAO**  
LT Moctar Mahfoud  
Maitre Aida MBengue  
**Saisie**  
Maitre Aida MBengue

**Publicité- Annonces**  
Maitre Oumou Koulthoum Bounena  
**Distribution**  
Adj. Med Deina Ould Zaid  
Adj. Mohamed Bekaye Samake

DCRP@hotmail.fr  
BP: 208 Tel: (00222) 45245881- 22415708

## Le président de la République s'adresse à la nation



de construction de l'Etat mauritanien moderne. Hommage donc mérité aux héros de notre résistance intellectuelle dont les plumes n'ont pas failli et à notre résistance armée dont la volonté n'a pas faibli dans leur élan de sacrifice, au prix de leur vie, pour la défense de l'honneur et de la dignité de la patrie et pour le triomphe de la liberté et la défense de la souveraineté. Hommage mérité aux héros de notre résistance intellectuelle et à notre résistance armée. L'une des plus parfaites manifestations de l'appartenance à la nation et du sacrifice pour elle s'illustre à travers l'action consentie et que continue de consentir nos forces armées et de sécurité au prix d'immenses efforts pour que nous bénéficions tous de la sécurité, de la stabilité et de la quiétude. C'est donc pour moi le lieu de leur adresser, à tous, officiers, sous-officiers soldats et agents, l'expression de considération et de profonde reconnaissance. Tout comme j'adresse cette même expression à toutes les générations qui se sont succédé pour fonder et édifier l'Etat mauritanien moderne.

### Mes chers concitoyens,

L'enracinement et la préservation de la souveraineté des Etats et des peuples demeurent tributaires du niveau de consolidation de l'unité nationale. Car c'est l'unité nationale qui est le fondement de la stabilité et du développement et le bouclier protecteur face à tous les défis. C'est pourquoi nous avons fait de son renforcement un objectif central dans toutes nos politiques publiques. En raison de la corrélation entre, d'une part, une juste et équitable répartition des ressources, et d'autre part, la consolidation de l'unité nationale et de la cohésion sociale, et l'impulsion d'un développement global, nous avons, dès le début, mis l'accent sur la lutte contre l'exclusion, la marginalisation, la pauvreté et la précarité. L'assurance maladie pour 100.000 familles pour un coût de près de 2.100.000.000 ouguiyas anciennes par an. Dans ce contexte, nous avons déployé de grands efforts et obtenu de nombreux résultats importants dont :

- L'assurance maladie pour 100.000 familles pour un coût de près de 2.100.000.000 ouguiyas anciennes par an.
- Un programme de lutte contre la malnutrition infantile au profit de 30.000 enfants pour un coût de près de 600.000.000 ouguiyas anciennes.
- Le lancement du financement de 3.881 activités génératrices de revenus et de centaines de prêts assouplis pour une couverture financière de 2.300.000.000 ouguiyas anciennes.
- Le lancement des travaux de construction de 1.932 logements sociaux.

crits dans le portefeuille PPP du gouvernement mauritanien. L'option PPP constitue, en elle-même, une prise de conscience de la nécessité d'impliquer davantage le secteur privé, à tous les niveaux du processus de développement économique et social du pays, et d'accompagner celui-ci, par la mise en œuvre d'outils indispensables à sa promotion et à son épanouissement. Mais reconnaissons aussi que le secteur privé ne peut contribuer à la résorption du chômage et à la diminution de la pauvreté dans le pays que quand l'offre en marchés pu-

blics aux entreprises privées tourne à plein régime. Il faut alors que dans tous ces PPP, vue leur importance pour la vie des populations mais aussi pour le recadrage des rapports entre secteur public et secteur privé, la préférence nationale soit un choix politique irréversible. Ils doivent répondre à une nouvelle gouvernance économique, de type gagnant-gagnant pour tous les partenaires : l'Etat fixe les priorités, suivant un plan d'action, confie l'exécution au privé mais assure le contrôle.

Ely Makalah

### NOTES :

1. A propos des PPP, Cadre juridique et institutionnel des PPP Mauritanie, <http://www.ppp.gov.mr>

2. La Mauritanie lance son appel d'offres pour l'autoroute Nouakchott-Boutilimit, *Africabusiness+*, le 09/06/2022.

3. Zone franche de Nouadhibou: recherche investisseurs désespérément, Sneiba Mohamed, Le club de Médiapart, 16 août 2014.

Dans son adresse à la Nation :

Le Président de la République annonce une augmentation des salaires et des allocations familiales. Dans son adresse à la Nation à la veille du 62<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance nationale, le Président de la République a annoncé une augmentation des salaires et des allocations familiales, une augmentation du salaire minimum et le versement d'une prime d'encouragement aux enseignants et personnels d'encadrement du fondamental et du secondaire. Avant l'annonce de ces mesures qui prendront effet à partir du premier janvier 2023, le Président de la République a dressé le bilan des réalisations des trois dernières années. Terminant sur une note optimiste, le Président de la République a dit : « Je vous assure, mes chers concitoyens, que par la grâce d'Allah, nous saurons surmonter toutes les crises internationales actuelles, avec une plus ferme volonté et une plus grande détermination pour poursuivre la construction nationale à laquelle nous aspirons tous, dans un Etat de sécurité, de liberté, de développement, dans une nation d'honneur, de fraternité et de justice. » Voici une traduction de l'intégralité de ce discours :

### « Mes chers concitoyens,

Il me réjouit et m'honore de m'adresser à vous, où que vous soyez, à l'intérieur ou à l'extérieur, mes chaleureuses félicitations à l'occasion du 62<sup>ème</sup> anniversaire de la glorieuse fête de l'indépendance nationale, fête de la dignité, de la fierté et de l'honneur. L'évènement dont nous célébrons l'anniversaire demain, la proclamation de l'avènement de la République Islamique de Mauritanie, constitue, à la fois, le couronnement d'un processus rayonnant de résistance, de lutte armée, de combat intellectuel et de fondation d'un nouveau parcours



vestissements et des différents aspects de son exploitation.) Un projet PPP similaire doit profiter aussi à plusieurs localités choisies dans cinq wilayas dans le cadre du programme dit « hydraulique villageoises ». L'objectif de ce projet financé à hauteur de 30 millions d'euros par l'Agence française de développement (Afd), la Banque mondiale et l'Union européenne (UE) est de généraliser la gestion privée en l'harmonisant avec celle du système confiée à l'ONSER (Office National mauritanien des Services d'Eau en milieu Rural). Les mêmes PTF (partenaires techniques et financiers) interviennent également dans un autre PPP d'électrification rurale dans les deux Hodh et l'Assaba). Devant fonctionner à l'énergie solaire, éolienne ou par la combinaison des deux, ces mini réseaux et ceux proches des centres urbains coûtera la bagatelle de 24 millions d'euros. Menés sous l'égide de la Somelec (Société mauritanienne d'électricité), ces projets constituent le prototype de PPP qui peuvent – doivent plutôt – se réaliser avec une délégation au secteur privé national comme une sorte de « mise en train » devant le préparer à des ouvrages encore plus importants. On dira la même chose pour cet autre PPP dont le processus d'engagement a été retardé par la pandémie du Covid-19, le programme de construction de 10 000 logements sociaux pour quatre catégories de citoyens : Catégorie A (les populations aisées avec un revenu élevé : cadres supérieurs, entrepreneurs) ; Catégorie B (les fonctionnaires

de l'État, les cadres moyens et les militaires) ; Catégorie C (les populations à faibles revenus : artisans, petits commerçants) ; Catégorie D (les populations à habitat précaire et aux revenus irréguliers : les populations les plus vulnérables). Ce projet, à l'image de ceux réalisés par le passé par des entreprises locales de BTP, est dans les cordes du secteur privé national. L'autoroute à péage Nouakchott-Boutilimit<sup>2</sup>, dont le coût a été estimé à 292 millions d'euros, est un vieux projet (2012) qui pourrait voir bientôt le jour. Son avis sous forme de PPP a été lancé le 05 novembre 2020 par le ministère de l'Équipement qui a également entrepris une étude de rentabilité pour calibrer ce projet dont la réalisation diminuera considérablement le nombre d'accidents mortels sur cet axe en rendant la circulation plus fluide. Le type de PPP envisagé stipule : « Une concession peut être envisagée où les infrastructures seraient financées par le partenaire privé, qui aurait également la charge d'exploiter commercialement le service, à travers des péages le cas échéant, et d'entretenir/maintenir l'infrastructure routière et ses équipements. » Dans le domaine des hydrocarbures, les structures désuètes de stockage à Nouakchott et à Nouadhibou ont poussé le gouvernement à penser à un PPP pour la réalisation d'une jetée pétrolière pour recevoir de gros porteurs. Ce projet dont l'étude a été réalisée par un cabinet international pour le compte du ministère du pétrole, de l'énergie et des mines pour doter le pays de

lieux de stockage sécurisés et importants, mettra fin au cabotage et à tous ses aléas. Les problèmes que rencontre la Zone franche de Nouadhibou qui, en une décennie d'existence commence à montrer les « défauts de la planification<sup>3</sup> », justifient pleinement le maintien du projet de construction, suivant le format PPP, d'un port en eau profonde (d'un coût estimé à 300 millions d'euros, dont 40 % seraient apportés par le privé) et d'un aéroport international. Ces infrastructures ainsi que l'approvisionnement suffisant en eau potable, l'électricité et l'internet à haut débit devraient être pensées comme conditions préalables pour que la zone franche attire en nombre les investisseurs étrangers. Dans l'agenda PPP du gouvernement figurent également des projets de moindre envergure comme la construction d'un parc de stationnement à Nouakchott, un hangar réfrigéré à l'aéroport de Nouadhibou dont la gestion (affermage) devrait être assurée par privé. C'est aussi sur le même modèle qu'est envisagé un projet PPP de traitement des eaux usées. L'on pense que les rejets peuvent être utilisés ailleurs; le poisson, comme alimentation de bétail et les eaux usées pour le maraîchage. S'inscrivant dans le cadre des nouvelles orientations en matière d'autosuffisance alimentaire, des études de projets agricoles pour la production et la transformation sur place, un PPP pour la création de fermes pilote, qui doivent être autonome en énergie et eau, et un autre pour la production et l'exportation de la viande rouge étaient également ins-

- L'augmentation du nombre de familles bénéficiaires de cash transferts de 30.000 à 98.236.
- L'assistance apportée à 65.000 familles affectées par l'absence de sécurité alimentaire pour un coût de 6.747.000.000 ouguiyas anciennes.
- La gratuité de certaines prestations sanitaires pour tous les citoyens sur l'étendue du territoire national comme la gratuité de l'hospitalisation, des médicaments de réanimation, des urgences, du transport médical entre les unités de santé, de celui des accidentés de la route, du forfait obstétrical et des coûts de traitement des patients dialysés.
- La fourniture des produits alimentaires de base régulièrement subventionnés au profit de 131.550 familles actuellement.
- Les secours apportés à 19.440 familles victimes des intempéries à travers la fourniture gratuite de la nourriture et des abris.
- La distribution de 30.000 tonnes de poisson à des prix subventionnés entre 2020 et 2022.
- L'appui apporté aux éleveurs pour renforcer leur résilience face à la sécheresse de l'année en cours à travers la mise en œuvre d'un programme qui a fourni 71.570 tonnes d'aliment de bétail à un prix subventionné.
- L'assistance apportée par le département de l'Action sociale à 9.240 malades indigents pour la prise en charge des coûts de traitement pour un coût de 1.780.000.000 ouguiyas anciennes. A cela s'ajoutent les nombreuses interventions coûteuses pour faire face à la précarité, la pauvreté et la marginalisation et consolider l'unité nationale. Parallèlement au réseau des filets sociaux que nous avons tissé et densifié jour après jour, toutes ces mesures et les autres de même ordre, nous avons œuvré sans relâche à instituer la bonne gouvernance dans le cadre d'un Etat de droit fort doté d'une administration efficace et proche du citoyen, lui garantissant l'ensemble de ses droits, sur la base exclusive de la citoyenneté, considérant qu'il s'agit là du pilier le plus solide du développement, de la stabilité, du renforcement de l'unité nationale et de

la consolidation de la cohésion sociale. Il est vrai que cette œuvre n'a pas atteint totalement son ultime aboutissement et ne saurait y parvenir en deux ou trois ans mais il est autant vrai que nous avons réalisé des progrès considérables sur cette voie. Nous avons enraciné le principe de la séparation des pouvoirs et œuvré à la modernisation du système judiciaire et renforcé son indépendance, amélioré les conditions de travail des magistrats, rectifié leurs situations légales et révisé le déroulement de leur carrière professionnelle et offert des possibilités de formation et d'amélioration de l'expertise à des centaines de personnes qui travaillent dans ce secteur. Tout comme nous avons introduit et généralisé l'assistance judiciaire à travers l'ouverture de bureau à cet effet dans toutes les wilayas du pays. Un combat sans relâche contre les stéréotypes sociaux négatifs. De même, nous avons combattu les stéréotypes sociaux négatifs et consolidé les libertés individuelles et collectives avec la prise des mesures nécessaires pour la préservation de la dignité des personnes. Dans le même sillage, nous avons engagé une lutte globale contre la gabegie et toutes les formes de dilapidation des deniers publics, amélioré les dispositifs liés aux risques comptables, révisé le cadre législatif organisant la Cours de comptes et rattaché l'Inspection générale d'Etat à la Présidence de la République et lui avons alloué des ressources humaines et financières nécessaires ; tout comme nous avons intensifié l'action des institutions de contrôle et d'inspection. Toutes ces actions qui ont été réalisées dans notre ferme détermination de moderniser l'administration et de la rapprocher du citoyen, nous valent aujourd'hui une synergie de tous les départements ministériels et services publics pour la mise en place des outils et des dispositions organisationnelles de nature à aider, avec célérité, le citoyen dans ses démarches et à lui fournir, le cas échéant, les

conseils et informations nécessaires. Apaisement du climat politique et social par l'ouverture à l'ensemble des acteurs. Au moment où l'Etat faisait face à de graves périls qui pesaient sur l'unité nationale et fragilisaient la cohésion sociale, dans un contexte dans lequel ne prévalait pas la culture d'ouverture, de dialogue et d'acceptation de la différence, nous avons tenu, depuis que nous avons été investis du pouvoir, à apaiser le climat politique et social par l'ouverture à l'ensemble des parties. Nous avons également adopté la concertation en tant que mode constant dans l'approche de gestion des affaires publiques. Il n'est de meilleure preuve pour cela que la dernière concertation entre le gouvernement et les partis politiques et qui a été couronné par la gestion consensuelle des prochaines élections, de manière à ancrer la confiance et le respect mutuel et favoriser l'intérêt général face aux approches sectaires et de courte vision. Mus par notre volonté sincère d'impliquer toutes les parties dans les affaires publiques, nous avons tenu à l'ouverture et au dialogue. Pour ce faire, nous avons œuvré à renforcer la décentralisation, augmenter le niveau de proportionnalité pour élargir la base de représentativité, créer une liste garantissant la représentation des jeunes et de la catégorie des personnes handicapées et permettre aux communautés résidant à l'étranger de recouvrer leur droit constitutionnel en élisant elles-mêmes, parmi leurs membres, leur représentant au Parlement. A cela s'ajoutent toutes les mesures prises pour renforcer la présence des jeunes et des femmes dans les sphères de prise de décision et de gestion des affaires publiques. L'Ecole républicaine pour offrir à tous les enfants du pays, dans les mêmes conditions, un enseignement de haute qualité. Dans le but de renforcer l'implication de toutes les parties aux affaires publiques et au développement du pays de manière générale, nous nous

sommes fixé comme objectif central la construction d'un système éducatif, inclusif et de grande qualité. Car c'est l'enseignement qui incruste dans l'esprit des enfants les valeurs de citoyenneté et de civisme et l'importance de l'unité nationale et les prépare à l'intégration efficace et en douceur dans la vie socio-professionnelle. Il s'agit également de la meilleure voie menant à la promotion sociale et la lutte contre la pauvreté et la précarité. C'est pourquoi nous avons lancé, cette année, le projet de l'Ecole républicaine qui s'emploiera à offrir à tous les enfants du pays, dans les mêmes conditions, un enseignement de haute qualité. Cela a nécessité de notre part de relever de nombreux défis sur les plans des infrastructures scolaires et des supports pédagogiques, de combler le déficit dans les personnels de l'enseignement et d'améliorer le savoir-faire et les conditions de travail de ceux-ci. Dans ce contexte, le Haut conseil de l'enseignement a été créé, la loi d'orientation de l'enseignement a été approuvée et la première année de l'enseignement fondamental a été limitée aux écoles publiques. Aussi, de 2019 à nos jours, les actions suivantes ont été réalisées :

- Recrutement de 8.000 enseignants entre instituteurs, professeurs et inspecteurs ;
- Lancement d'un programme ambitieux pour moderniser et étendre l'infrastructure et qui a permis, jusqu'à présent, de construire 1.625 salles de classe alors que 1.500 nouvelles salles de classe seront réceptionnées avant l'ouverture de l'année scolaire prochaine ;
- Lancement d'un vaste programme de cantines scolaires pour 190.000 élèves dans 1.200 écoles réparties sur toutes les wilayas ;
- Acquisition de 85.000 tables bancs dont 24.800 ont été réceptionnées jusqu'à présent ; le département poursuit sa réception de la quantité restante ;
- Acquisition de près de 3.200.000 livres scolaires.
- Un fonds d'appui à l'Ecole républicaine a été également créé pour faire construire, réhabiliter et

équiper les infrastructures scolaires. Il sera doté, cette année, de 20 milliards d'ouguiyas anciennes provenant du budget de l'Etat.

- Tous ces efforts ont été accompagnés par de nombreuses mesures d'incitation aux enseignants comme l'augmentation de la prime d'éloignement de %150, le versement de la prime de craie sur 12 mois au lieu de 9 mois et son extension pour englober les directeurs d'écoles, en plus des autres mesures allant dans le même sens. Intensification des efforts pour l'emploi et de la formation professionnelle
- Pendant ce temps, les efforts se sont intensifiés au niveau de l'emploi et de la formation professionnelle à travers :
  - La mise en œuvre de nombreux programmes d'insertion pour l'appui à l'auto-emploi au profit de 7.000 personnes dont %30 de femmes pour une couverture financière de 6 milliards d'ouguiyas anciennes ;
  - L'octroi d'emplois à 6.000 autres dans le cadre de la troisième édition de « Mon projet mon avenir ».
- Dans le cadre de la promotion de l'employabilité des jeunes dont l'âge se situe entre 15 et 24 ans et qui sont en dehors du système éducatif dans les trois wilayas de Nouakchott, les deux Hodhs, l'Assaba, le Trarza et le Guidimakha, 14.750 jeunes dont %50 de femmes ont été formés sur les différents métiers.
- Dans le même cadre, 2.588 jeunes ont été perfectionnés.
- A cela s'ajoute la création de 1.400 petites entreprises qui contribuent aujourd'hui à créer la richesse nationale, en plus de 6.000 nouvelles petites entreprises prévues à la fin de l'année 2022. Trois écoles de formation professionnelles ont été créées alors que l'Ecole de bâtiments et de travaux publics à Riad et 3 centres de développement des compétences ont été construits, sans oublier les autres mesures similaires.
- Parallèlement à cet effort déployé au niveau de la formation et de l'emploi, nous nous sommes efforcés à améliorer le cadre institutionnel de l'enseignement supérieur et élaborer une stratégie à l'horizon 2030. Nous

avons appuyé les infrastructures de manière consistante, et une annonce sera faite incessamment au sujet du lancement des travaux de construction d'une nouvelle extension de toutes les facultés de l'Université de Nouakchott sur une aire de 32.000 mètres carrés et l'augmentation de la capacité d'accueil de l'université de 000 14 à 000 25 étudiants pour un coût global de 9 milliard MRO. De même, il sera procédé à la construction du nouvel édifice de l'Ecole nationale d'Administration, de Journalisme et de Magistrature pour un coût de 2 milliards MRO au moment où les travaux se poursuivent pour la construction de trois instituts supérieurs, l'Institut supérieur des métiers de la statistique, l'Institut supérieur des métiers d'énergie et l'Institut supérieur des métiers informatiques ainsi que la construction de l'Ecole supérieure des études commerciales. Aussi, trois centres universitaires ont été créés et deux dortoirs pour garçons et filles respectivement d'une capacité de 2560 lits et 1440 lits en plus des dortoirs à l'Institut de traduction de Nouadhibou de 176 lits et à l'Université islamique d'Aïoun de 540 lits en plus du doublement de la capacité d'accueil de l'Institut supérieur des études islamiques et de l'augmentation conséquente des salaires des professeurs, chercheurs et des bourses d'études. Notre sainte religion demeure le premier ferment de notre unité et de la cohésion de notre société. En dépit de ce qui a été évoqué en termes de renforcement de l'unité nationale et de la cohésion sociale, notre sainte religion demeure le premier ferment de notre unité et de la cohésion de notre société et le facteur de préservation de notre riche diversité culturelle par la communion dans la foi fédératrice. C'est pourquoi nous nous sommes attelés à promouvoir tout ce qui est de nature à ancrer davantage les valeurs et principes de la religion islamique. Dans ce cadre, nous avons recruté 400 imams de mosquée et 400 muezzins

à trois qui précise le rôle de chacun, comme c'est indiqué dans la présentation de ce montage qui se veut gagnant-gagnant pour toutes les parties engagées dans le processus : Un partenariat public-privé (PPP) « est un accord formel entre une autorité contractante, c'est-à-dire l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics ou toute personne morale de droit public, et une partie privée, en générale une entreprise. La partie privée exécute une prestation pour l'autorité contractante, et donc au nom de l'Etat, selon des critères et des rendements définis dans l'accord. Les risques inhérents au projet, à savoir financiers, techniques, socio-économiques et juridiques, sont, dans l'ensemble ou en partie transférés à la partie privée. En contrepartie des services fournis, cette dernière reçoit une rémunération qui peut se présenter sous plusieurs formes : Rémunération via les recettes collectées des usagers du service, paiement par l'Etat ou une combinaison des deux formes de transactions précédentes<sup>1</sup>. » Ayant fait le choix de faire passer certains de ses projets par ce type de partenariat en vogue dans plusieurs pays du nord et du sud, où le PPP est considéré comme une alternative à la levée de fonds sur les marchés, de plus en plus difficile pour les pays lourdement endettés, le gouvernement mauritanien a promulgué la loi n°2017-006 relative aux PPP. Cette nouvelle loi relative au Partenariat Public-Privé et ses textes d'application jettent les bases d'une participation active du secteur privé dans la marche du développement global que le

pays devrait connaître dans les prochaines années, notamment avec la mise en exploitation du projet gazier de Grand Tortue Ahmeyim que la Mauritanie a en partage avec le Sénégal. Secteur public et secteur privé ne sont pas en concurrence. Les domaines de chacun étant bien définis, ils sont plutôt complémentaires pour tendre vers les mêmes objectifs : le bien-être des populations. En celui-ci, la création d'emplois pour les jeunes est une priorité. Elle consiste en la mise en place des mécanismes qui permettront au secteur privé de contribuer de façon optimale au développement économique et social du pays par la promotion d'une politique volontariste du contenu local auprès des entreprises étrangères agissant dans les domaines à forte intensité de main-d'œuvre. La participation du secteur privé national à la gestion des ressources naturelles est la meilleure voie garantissant la redistribution de la richesse produite, dans le domaine agricole où le programme « Taahoudati » a prévu de favoriser l'aménagement par le privé d'au moins 2000 Ha par an sur le fleuve et ses affluents sur le canal de l'Aftout Essahli, et dans le secteur minier où la volonté d'encourager les industries de transformation pour permettre une meilleure valorisation de nos produits bruts et un impact positif plus large particulièrement pour l'emploi, devrait profiter, d'abord, au secteur privé. Priorité au secteur privé dans l'exécution du portefeuille des projets PPP. Le soutien au secteur privé passe, nécessairement, par son implication, seul ou en parte-

nariat avec des opérateurs internationaux, dans l'exécution du portefeuille des projets PPP dont 11 étaient inscrits dans l'agenda à court et moyen termes de la Cellule PPP transformée, le 03 mars 2021, en Direction Générale des Partenariats Public-Privé (DGPPP). Certes, la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a freiné l'élan naturel de ces projets et programmes qui allaient être le vrai passage à l'option PPP mais il faudrait bien que la relance en cours leur accorde une place de choix. Parmi ces projets PPP, figure, en bonne place, l'Alimentation en eau des zones Nord, en exploitant les eaux de pluie, la désalinisation ou la combinaison des deux). Devant profité aux villes de Zouerate et de Nouadhibou, ce projet est destiné prioritairement aux miniers, notamment la Snim dont le minerai de fer stérile n'attend que la réalisation de ce projet. C'est une « ligne hydraulique » qui entre dans la catégorie des méga projets, avec un financement de 3 milliards de dollars USD et dont l'étude de faisabilité a déjà été réalisée par le ministère de l'Hydraulique avec l'appui de la défunte Cellule PPP. Quoique marginales, les exploitations agricoles et l'approvisionnement des populations de la zone en eau potable, constituent la composante sociale de ce PPP. Mais comme tout projet ficelé dans le cadre d'un partenariat public privé, le ministère de l'Hydraulique et la Cellule planchent présentement sur une étude complémentaire pour s'assurer de la rentabilité du projet (retour sur in-

## Partenariat public-privé : Un bon risque pour l'Etat, un appui pour le secteur privé



« Le secteur privé va tirer la croissance, en particulier en Afrique où la problématique essentielle est de trouver des emplois pour les jeunes ». C'est l'avis avisé de Bertrand Badré, ex-directeur général de la Banque mondiale, ancien Conseiller pour l'Afrique et le développement auprès du Président Jacques Chirac, aujourd'hui PDG et fondateur du fonds d'investissement Blue Like an Orange Sustainable Capital, fondé en 2017.

En Mauritanie, l'Etat, à travers le programme « Taahoudati » (Mes engagements) du président Ghazouani, considère que le secteur privé peut être un bon risque, quand on favorise son implication dans le développement du pays, à travers une architecture qui a fait ses preuves ailleurs comme alternative à la levée de fonds sur

les marchés internationaux et la résorption du chômage : le Partenariat Public-Privé (PPP). Dans plusieurs pays d'Afrique, le partenariat public-privé est vu comme la fin de l'Etat-providence, du moins dans sa forme traditionnelle, quand les populations attendent TOUT de l'Etat : santé, éducation, eau, électricité, routes, etc.

Directement. A l'image de la relation de « coopération » qui se fait dans un seul sens à travers l'APD (aide publique au développement). Le PPP n'est pas un abandon de l'Etat de ses responsabilités mais une recherche d'efficacité et de double, voire de triple profit : l'Etat, les populations et le secteur privé. Une relation

qui perçoivent aujourd'hui leurs salaires et bénéficient de l'assurance maladie au moment où 326 mahadras pilotes ont été agréées et leurs chefs de mahadras se sont vu accorder des salaires, portant, depuis 2019, le nombre total des mahadras bénéficiant d'allocations mensuelles à 1115 mahadras. Parallèlement un prix de récitation du Saint Coran et de maîtrise des préceptes du fiqh a été institué ainsi que le lancement à Akjoujt de la grande Mahdara chinguittienne et la création de la Maison du Saint Coran qu'animent d'illustres Oulémas et de grands lecteurs travaillant à l'impression et l'édition du Mashaf mauritanien et à la révision d'éditions publiées à l'étranger. La place de l'instruction religieuse a été renforcée dans l'enseignement en plus de nombreuses autres mesures de même ordre. La contribution de toutes ces actions dans l'ancrage des valeurs et principes de notre saine religion participe du renforcement de notre unité nationale et de la consolidation de notre cohésion sociale. Nous avons tenu à préserver cette unité nationale et cette cohésion sociale au travers de la garantie de la sécurité, de la stabilité et de la quiétude sur l'ensemble du territoire national en dépit des profonds bouleversements de l'environnement régional et international. Cela a été rendu possible grâce au renforcement continu des capacités professionnelles et opérationnelles de nos forces armées terrestres, maritimes et aériennes et de nos forces de sécurité, l'acquisition à leur profit d'équipements et le recrutement de nouveaux éléments, la formation des ressources humaines et l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette dynamique a été confortée par une politique étrangère active fortement présente sur les scènes régionale et internationale soucieuse de la protection des intérêts de l'Etat à l'extérieur, et fidèle aux principes de bon voisinage, de relations d'amitié et de coopération et de défense des

causes justes avec à leur tête la question de la Palestine occupée. Mes chers concitoyens, Il ne vous échappe point le contexte dans lequel le monde vit aujourd'hui en termes de conditions exceptionnelles marquées par les conséquences néfastes du changement climatique, des effets destructeurs de la violence et de l'extrémisme et des conséquences catastrophiques de la pandémie de covid19- et des répercussions de la crise ukrainienne sur les chaînes d'approvisionnement ainsi que la crise alimentaire aigue et la hausse vertigineuse des prix de l'énergie et des produits alimentaires annonciateurs d'une récession économique globale. En dépit de crises concomitantes, un taux de croissance de %5,3 a été réalisé en 2022. Ces crises concomitantes ont frappé de plein fouet les économies mondiales et plus particulièrement celles des pays en développement tout comme elles ont affaibli la capacité de résilience des systèmes économiques et sociaux. En dépit de cette situation nous sommes parvenus à réaliser un taux de croissance de %5,3 en 2022, par la volonté d'Allah et grâce à la poursuite de notre politique monétaire qui renforce le dynamisme de notre économie, la gestion rationnelle du taux de change et des réserves et notre traitement efficace du service de la dette dont le niveau qui était auparavant très élevé rendait notre économie exsangue et paralysait quasiment notre capacité d'accès aux financements étrangers. L'atteinte de ces résultats procède du lancement, aussitôt que la crise de covid a connu un recul, d'un programme de relance économique pour corriger les dysfonctionnements structurels consécutifs à cette crise et leurs effets sur notre système économique, pour promouvoir les secteurs productifs, réaliser le plus possible en matière d'autosuffisance alimentaire, améliorer les infrastructures et assurer l'accès universel aux services de base dans les domaines

de l'électricité, de l'eau et de la santé. Développement des secteurs productifs pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire Pour développer nos secteurs productifs et parvenir à l'autosuffisance alimentaire, les actions suivantes ont été réalisées : L'aménagement de 100 Ha de petits périmètres maraîchers afin d'autonomiser 2.749 femmes au Trarza, au Brakna et au Gorgol ; L'aménagement du périmètre irrigué Chicha sur une superficie de 374 Ha au profit de 750 familles indigentes. La réhabilitation du périmètre de M'pourri sur une superficie de 3050 Ha au profit de 120 coopératives villageoises et 185 diplômés. L'aménagement de 3.500 Ha de périmètres irrigués dans la plaine de R'kiz ; ils devraient être livrés pendant la première moitié de l'année prochaine. Le barrage de Ouadane a permis de stocker des dizaines de millions de mètres cubes d'eaux de pluies et, partant, a garanti la réalimentation du niveau des eaux souterraines dans les zones qui faisaient face à un déficit structurel en eau. Le stockage de ces eaux a permis de créer 44 oasis récentes sur une superficie globale de 832 Ha. Dans le cadre de la gestion des eaux de surface et le développement de l'agriculture dans les zones pluviales, 23 barrages ont été construits dans 6 wilayas, en plus de la construction de 800 diguettes terrestres dans plusieurs wilayas. Les travaux sont en cours pour la construction de 3 barrages dans les zones rurales. Un appui a aussi été apporté aux agriculteurs à travers plusieurs interventions, y compris la distribution de semences de qualité, la protection des récoltes, la fourniture des engrais en temps opportun dans les zones irriguées du pays, et qui ont rendu possible la couverture des besoins nationaux en légumes pendant plusieurs mois. Nous avons également œuvré au développement de notre richesse animale, lancé une nouvelle vision pour ce secteur et lui ont consacré un département ministériel

indépendant dans le but de développer la richesse animale et d'exploiter les potentialités diverses et renouvelables qu'elle offre. Dans ce contexte, les actions suivantes ont été menées :

- Une forte augmentation du budget alloué à la santé vétérinaire ;
- Création d'un fonds de promotion du développement de la richesse animale pour une couverture financière de 8 milliards ouguiyas anciennes ;
- Création de nombreux périmètres intégrés pour l'amélioration des espèces et la production laitière ;
- Aménagement de plans de développement pastoraux dans les wilayas du Brakna, du Trarza, du Gorgol et du Guidimakha.

- Création de la Société mauritanienne de produits d'origine animale et lancement d'un recensement de la richesse animale comme début de création d'un système informatique fiable. Dans le but de promouvoir notre richesse halieutique et renforcer sa durabilité et son exploitation optimale, les quantités débarquées ont été valorisées et leur valeur ajoutée augmentée en orientant les investissements vers les industries de transformation nécessaires pour parvenir à une transformation orientée vers la consommation humaine. Dans ce cadre, deux usines de conserve de poisson et 37 usines de traitement de poisson ont été créées et le nombre d'usines de farine de poisson a été réduit. Aussi, la contribution du secteur à la création d'emplois a été renforcée. En effet, la mise en service du Port de Tanit par exemple a créé 5.200 opportunités d'emploi en 2022, soit une augmentation de %16 par rapport à 2021. Un appui a été apporté à la recherche scientifique et la surveillance maritime ainsi que la pêche artisanale avec la construction de 143 bateaux, la création du Bureau national des ports de pêche pour garantir la gestion et la promotion de toutes les infrastructures portuaires. A cela s'ajoute la création de l'Agence mauritanienne des affaires maritimes dans le but de garantir l'accomplissement des missions

confiées à l'administration maritime. Pour développer la pêche continentale et la pisciculture, les travaux sont en cours pour la construction de centres de pisciculture à Nema, Kankossa et Male et acquérir les équipements pour ces centres, en plus de la construction de bassins d'éclosion de poisson à Mahmouda et Voum Legleita comme une expérience pilote qui sera généralisée sur le plan national. L'Agence de développement de la pêche et de la pisciculture dans les eaux continentales a été récemment créée et a été chargée de garantir le développement de tous les bassins d'eau à des fins de pêche continentale. Les démarches entreprises pour développer ces secteurs productifs ont été accompagnées par un grand effort de fourniture de services publics essentiels inclusifs et de qualité. Densification des infrastructures de développement

Dans ce contexte, des efforts ont été entrepris au niveau des infrastructures électriques pour renforcer et développer le système électrique national afin de généraliser l'accès aux services de l'électricité et accompagner les processus de développement dans le pays dans les meilleures conditions à travers la fourniture d'une énergie compétitive et de haute qualité. 259 villes et villages dans le pays ont effectivement bénéficié de ces efforts. A la fin du mois de décembre de l'année en cours, le projet de réseaux de moyenne tension sera créé sur la ligne Kaédi – Lixeibe – M'bouth – Sélibaby – Baidiam – Diaguili – Gouraye - Maghama – Kaédi. La zone de l'Aftout Charghi connue sous le nom « Triangle de l'espoir » a été électrifiée, et le volet urgent du projet de renforcement des infrastructures électriques dans les villes intérieures a été exécuté; projet qui vise le renforcement des installations électriques dans 50 villes à l'intérieur du pays en les dotant d'équipements de haute qualité et d'une capacité suffisante pour garantir la pérennité du service. De nouveaux réseaux de 3.000 km seront lancés prochainement dans

les wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha, en plus de la construction de centrales hybrides et de lignes de moyenne tension. Le projet d'électrification des zones à potentiels agro-pastoraux dans les régions des deux Hodhs et de l'Assaba démarrera à travers la construction de centrales hybrides et de réseaux de distribution isolés au profit des villages dont la population compte 500 personnes. Cet effort au niveau de l'énergie électrique a été accompagné par un effort similaire sur le plan des mines et des hydrocarbures. Ainsi, la SNIM a pu porter sa production à 13.000.000 tonnes, et il sera procédé, prochainement, à la pose de la première pierre de la mine de F'derick qui ajoutera deux millions de tonnes par an. La production du gaz du champ Grand Tortue Ahmeyim débutera effectivement à la fin de l'année prochaine. Nous avons aussi déployé des efforts considérables pour garantir une gestion globale et intégrée des ressources hydrauliques. Au cours des trois dernières années, 663 villages ont été approvisionnés en eau potable et 5.000 mètres cubes par jour ont été fournis à Boghé en montant une centrale de traitement de l'eau. Les réseaux d'eau ont été renforcés à Atar, Kaédi, Tidjikja et Tichit. En outre, la production d'eau potable à Nouakchott a été augmentée avec 20.000 mètres cubes par jour à partir de la nappe d'Idini, avec un coût de 9.000.000.000 ouguiyas anciennes, en plus de la réalisation de 193 puits tubulaires et 70 réseaux hydrauliques. Les travaux sont en cours pour réaliser 25 bassins hydrauliques. A cela s'ajoutent les travaux en cours pour multiplier par 3 la production dans la station de pompage à Voum Legleite en le portant de 5.000 à 15.000 mètres cubes par jour, avec la connexion de 57 nouveaux villages. Les travaux sont en cours aussi, dans le cadre d'un projet structurel pour renforcer les installations d'approvisionnement de la ville de Nouadhibou en eau potable

## Le CEMGA supervise...

### La passation de commandement à la 4<sup>ème</sup> RM

Le Général de Division Moc-tar Bolle Chaâbane CEMGA , a supervisé, mardi 15 novembre 2022, à la 4<sup>ème</sup> RM, la passation de Commandement entre le colonel Mohamedou ould Jaavar, l'ancien Commandant de la quatrième région militaire, et le colonel Ahmedou ould Sayem , nouveau Commandant de la quatrième Région Militaire. La passation s'est déroulée en présence du Général de Brigade Med Vall Rayess Directeur du Matériel et des officiers de la 4<sup>ème</sup> RM.



### La passation de commandement à la 5<sup>ème</sup> RM



Le Général de Division Moc-tar Bolle Chaâbane CEMGA , a supervisé, mardi 15 novembre 2022, à la 5<sup>ème</sup> RM, la passation de commandement entre le Général de Brigade Abdou-Allah Med Sid'Alemine, le nouveau Commandant de la cinquième région militaire, et le Colonel Ahmedou ould Sayem, ancien Commandant de la cinquième région militaire. La passation s'est déroulée en présence du Général de Brigade Med Vall Rayess Directeur de la direction centrale du matériel et des

## Le CEMGA décore des officiers des FS françaises



Le Général de Division Moutar Bolle Chaabane CEMGA a décoré, le 6 décembre 2022, à l'EMGA, au nom du Président de la République, de la médaille de Chevalier du mérite national, des officiers des Forces Spéciales françaises à l'occasion de la fin de leur mission de formation des Forces Spéciales mauritaniennes. Il s'agit des Commandants Jeremy.Le. Franc, Alfred Todeos et du Lieutenant François Haver Michel. La cérémonie de décoration s'est déroulée en présence du Général de Brigade Mohamed Cheikh Boidde Commandant des Forces Spéciales, du Colonel Mohamed Hamdinou Weddou Chef de la Division Ressources Humaines de l'EMGA et du Colonel Zein Sweidatt Chef de la Division Formation de l'EMGA.

### Le CEMGA supervise...

## La passation de commandement à l'ECH

Le Général de Division Moutar Bolle Chaabane, CEMGA, a supervisé, jeudi 17 novembre, 2022, à l'Etablissement de Confection des Habits, la passation de commandement entre le colonel Ely Dah Mokhtar Salem nouveau commandant de l'ECH et le colonel Taleb Mohamed Lemine ancien commandant de l'ECH. La cérémonie de passation s'est déroulée en présence du Général Brigade Seydou Samba Dia, du Colonel Weddou Hamidoun et du colonel Thiam Mamadou.



à partir de Boulenouar, le projet d'approvisionnement de la ville de Kiffa en eau à partir du Fleuve, le projet de réhabilitation des installations de l'Aftout Sahili qui permettra de produire une quantité de 000 35 mètres cubes, et le projet d'augmentation de 000 200 m<sup>3</sup> par jour de l'approvisionnement de Nouakchott à partir du champ de captage d'Idini, pour un coût global de trois milliards MRO. Amélioration du système de santé pour qu'il soit à même de faire face aux pandémies et aux crises sanitaires aiguës. Parallèlement à cela, nous nous sommes attelés à améliorer notre système de santé pour qu'il soit à même de faire face aux pandémies et aux crises sanitaires aiguës, et d'assurer une couverture sanitaire globale et de qualité. A cet effet, nous avons renforcé les infrastructures et le plateau techniques des structures de santé. Dans ce cadre, seront très prochainement parachevés les travaux d'équipement de deux hôpitaux régionaux avec une capacité de 150 lits à Atar et Sélibaby, au moment où les procédures de passation de marchés sont en cours pour la construction d'hôpitaux régionaux à Aïoun, Aleg et Tidjikja en plus de dizaines de centres et points de santé en différentes zones du pays. S'agissant de l'assurance maladie, les prestations de la caisse solidaire santé destinée au secteur informel débuteront bientôt et, à ce titre, l'Etat prendra en charge la plus grande part de la contribution de ses adhérents. Cette caisse assurera un ensemble de prestations. Le niveau de couverture sanitaire a atteint 15 professionnels de santé pour 10 mille habitants, et au cours des dernières années, le nombre de médecins généralistes et spécialistes du secteur public de la santé a augmenté de %50, et il sera procédé au cours de l'année prochaine au recrutement direct de 420 autres professionnels de santé et à une augmentation de %100 des indemnités du secteur sur l'exercice budgétaire 2023.

De plus, pour réguler l'approvisionnement, le stockage et la distribution des médicaments, les efforts considérables consentis ont été couronnés par la mise en place du système « Mouyassar » qui assure la disponibilité des médicaments essentiels dans les pharmacies des dispensaires et unité sanitaire de base sur l'ensemble du territoire national. Modernisation des infrastructures routières. Alors que le développement des secteurs productifs et l'accès aux services de base avaient grandement besoin à des infrastructures routières de soutien, nous avons mis l'accent sur la modernisation de nos infrastructures routières. A cet effet, la construction de 970 km de voirie urbaine bitumée à Nouakchott a été parachevée ainsi que la construction des axes routiers reliant nos villes de l'intérieur. Il sera également procédé demain à la pose de la première pierre de la route Tidjikja-Kiffa-sélibay-Dafor, longue de 342 km. De même, le démarrage des travaux de construction et de réhabilitation de 855 km débuteront avant la fin de cette année au niveau de la route Achemim—N'Beiket-Lahouach et la route Noubaghiya et la construction des tronçons Aleg-Magtaa Lahjar, Diock-Kiffa, Tintane—Aïoun, Ouynat-Zbel-Timbédra-Néma, Boghé-Kaédi et certaines voiries urbaines dans des villes de l'intérieur. Au début de l'année, débuteront, par la grâce d'Allah, les travaux de construction de la route Atar-Chinguitty et de la réhabilitation de l'aéroport de Nouadhibou, au moment où 5 milliards MRO seront alloués au fonds d'entretien routier. Les travaux se poursuivront également pour la construction des échangeurs autoroutiers Bamako-El Haye Essaken et Madrid ainsi que d'autres échangeurs autoroutiers. Parallèlement à ces efforts dans le domaine des infrastructures routières, il a été procédé à la construction et à l'équipement de complexes et d'édifices publics. Amélioration des conditions de vie des populations

**Mes chers concitoyens,**  
L'amélioration de vos conditions de vie, l'appui à votre capacité de résilience et vous offrir une vie digne constituent l'objectif majeur de toutes les politiques publiques. Nous saisissons parfaitement les répercussions négatives que vous avez subies du fait des différentes crises que traverse le monde et nous ne ménagerons aucun effort pour alléger leur impact sur vous en prenant toutes les mesures possibles de nature à y contribuer, comme cela ressort du bilan présenté. A cet effet, nous avons décidé à partir du 1er janvier 2023 :  
-Une augmentation des salaires de 000 20 MRO au profit de l'ensemble des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat, civils et militaires ce qui représente, pour leur majorité, une augmentation de de plus de %20.  
-Le paiement d'une prime d'encouragement supplémentaire aux enseignants, professeurs et personnels d'encadrement travaillant dans les écoles fondamentales, les établissements secondaires, tout au long de l'année scolaire, d'un montant de 10 mille MRO.  
-L'augmentation du salaire minimum de %50  
-L'augmentation des allocations familiales de la Caisse nationale de Sécurité sociale de %66. Je vous assure, mes chers concitoyens, que par la grâce d'Allah, nous saurons surmonter toutes les crises internationales actuelles, avec une plus ferme volonté et une plus grande détermination pour poursuivre la construction nationale à laquelle nous aspirons tous, dans un Etat de sécurité, de liberté, de développement, dans une nation d'honneur, de fraternité et de justice.

**Vive la Mauritanie libre, indépendante, sûre et prospère.  
Je vous remercie ».**

## Le président de la République préside la cérémonie de levée des couleurs en commémoration du 62<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance nationale

Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a présidé, lundi, 28 novembre, au Palais présidentiel à Nouakchott, la cérémonie de levée des couleurs, en commémoration du 62<sup>ème</sup> anniversaire de la fête de l'indépendance nationale. La cérémonie s'est déroulée en présence de Son Excellence le Premier Ministre, M. Mohamed Ould Bilal Messaoud, du Président de l'Assemblée Nationale, M. Cheikh Ould Baya, du Président du Conseil Constitutionnel, M. Diallo Mamadou Bathia, du Président de l'institution de l'Opposition Démocratique, M. Brahim Ould Bekaye, d'anciens premiers ministres, du wali de Nouakchott Ouest, de la présidente de la région de Nouakchott, des membres du gouvernement, des chefs d'institutions constitutionnelles et des chefs d'état-major des forces armées et de sécurité, ainsi que des représentants des formations politiques et des organisations syndicales, des membres du corps diplomatique, des représentants d'organisations internationales accréditées en Mauritanie, des attachés militaires auprès des ambassades à Nouakchott et des hauts fonctionnaires du pays. Son Excellence le Président de la République, accompagné du Ministre de la Défense Nationale, et du Chef de l'État-major Général des armées, a passé en revue au son de la musique militaire, les unités de terre, mer, air, gendarmerie nationale, garde nationale et de la musique militaire, avant que Son Excellence le Président de la République ne serre la main des officiers supérieurs des forces armées et des forces de sécurité.



Ensuite, Son Excellence a salué les deux ministres conseillers à la Présidence de la République, des membres du gouvernement, des chefs des organes constitutionnels, des chefs d'état-major des armées et des forces de sécurité, officiers supérieurs et dignitaires de l'État, des présidents et des représentants des formations politiques nationales et syndicales, des membres du corps diplomatique, des représentants des organisations internationales accréditées en Mauritanie et les attachés militaires auprès des ambassades. Après cela, le drapeau de la République islamique de Mauritanie a été hissé dans le ciel de la ville de Nouakchott au son de l'hymne national.

## Le CEMGA reçoit...

### son homologue sénégalais

Le Général de Division Mourtar Bolle Chaabane a reçu, dimanche 11 décembre 2022, sur le tarmac à l'État-major de l'Armée de l'Air, le Général de Corps d'Armée Cheikh Wade Chef d'Etat-Major des armées sénégalaises qui a effectué une visite de travail de cinq jours dans notre pays. Le CEMGA était accompagné du Contre-Amiral Mohamed Cheikhna Taleb Moustaph Chef d'État-Major de la Marine et d'officiers chefs de Divisions et Directions de l'EMGA.



## Le Directeur du Département de la Coopération saoudienne



Le Général de Division Mourtar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major Général des Armées, a reçu, mercredi 22 novembre 2022, à l'Etat-major général des armées, le général de brigade Youssef Tasan, Directeur de la Coopération Internationale à l'Etat-major saoudien, suite à la cérémonie de signature du protocole de réception de véhicules blindés légers, don du Royaume d'Arabie saoudite aux États membres du G5 Sahel. La réunion s'est déroulée en présence du Général de Brigade Med Vall Rayess, DIR-CMAT, et du colonel Zein Soueidatt, Commandant de la Division Formation.

Le MDN reçoit...

La Déléguée du Comité international de la Croix-Rouge



Le Ministre de la Défense Nationale M. Hanenne ould Sidi a reçu lundi 14 novembre 2022 ,dans son bureau la Cheffe de la Délégation du Comité International de la Croix-Rouge Mme Diane Misenga Kabeya. La rencontre a permis d'évoquer des questions portant sur les relations de coopération existantes entre notre pays et le CICR. En Mauritanie, le Comité International de la Croix-Rouge promeut le respect du droit international humanitaire (DIH) et des principes fondamentaux des droits humains (DIDH). Auprès des forces armées et de sécurité, de la société civile, des cercles académiques et religieux.

Le MDN en visite à la station radar de l'Etat-major de la Marine

Le Ministre de la Défense Nationale M. Hanenne ould Sidi en compagnie ,du ministre des affaires économiques et la promotion des secteurs productifs M.Ousmane Mamadou Kane a visité vendredi 28 octobre 2022, la station radar de l'Etat-major de la Marine. Le MDN a été reçu par le CEMM adjoint le capitaine de frégate Med Mahmoud Hadrami qui a présenté des explications détaillées sur la station radar et son rôle en matière de surveillance de nos eaux territoriales.



62<sup>ème</sup> anniversaire des Forces Armées Nationales :  
Cérémonie de Levée des Couleurs à L'EMGA



L'Etat-Major Général des Armées a abrité, vendredi 25 novembre 2022, la cérémonie de levée des couleurs commémorant le 62<sup>ème</sup> anniversaire de la fête des Forces Armées Nationales. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du Ministre de la Défense Nationale M. Hanenne Ould Sidi, du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation M. Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine et du Général de Division Moctar Bolle Chaabane Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées. Le Ministre de la Défense Nationale, accompagné du Général de Division Chef d'Etat-Major National a passé en revue des

détachements des forces armées Nationales et de la Gendarmerie venus rendre les honneurs. Le Ministre a, par la suite, salué les officiers généraux chefs d'Etats-Major et les chefs de Divisions de l'EMGA, les attachés militaires des différentes missions diplomatiques accréditées dans notre pays en plus d'anciens chefs d'Etats-Majors de l'Armée, de la Garde et de la Gendarmerie et des présidents des associations des retraités des Forces armées. La Cérémonie s'est déroulée en présence du Directeur Général de la Sureté nationale, du chef d'Etat-Major de la Garde Nationale, du Chef d'Etat-Ma-

jour de la Gendarmerie Nationale, du Directeur Général du GGSR, du Secrétaire Général du MDN, de Chefs de divisions de l'EMGA et de la Gendarmerie, en plus du Wali de Nouakchott Ouest, de la présidente de la Region de Nouakchott, du Hakem de la Moughataa du Ksar et du maire de la Commune du Ksar. A l'instar de l'EMGA, les formations de l'Armée Nationale présentes sur toute l'étendue du territoire national ont commémoré le 62<sup>ème</sup> anniversaire de la fête des Forces Armées Nationales.

## Le MDN, accompagné du chef d'état-major général des armées, inaugure certaines installations à l'EMGA



M. Hanena Ould Sidi, Ministre de la Défense nationale et le chef d'état-major général des armées, général de division, Mokhtar Bolle ont supervisé vendredi, 25 novembre à l'Etat-Major Général des Armées, l'inauguration d'installations et bâtiments relevant de différents services de l'EMGA. Cette inauguration s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives du 62<sup>ème</sup> anniversaire de la Fête de l'Indépendance nationale et de la fondation des Forces armées nationales. Ces infrastructures comprennent un centre de conférence d'une capacité d'accueil de 32 délégations avec des équipements audiovisuels de pointe. Elles comprennent également des salles équipées et des salles à manger pour les délégations en plus d'un parking pour 72 voitures, un portail électronique pour le BCS destiné au contrôle automatique des entrées et sorties de l'EMGA et les nouveaux bureaux de la Direction des infrastructures. Le Ministre, en compagnie du Chef d'état-major des Armées et de la délégation d'accompagnement ont visité ces bâtiments séparément, où ils ont pu suivre des explications détaillées sur les missions et les services qui leur sont assignés.



## Le MDN reçoit...

### Le directeur du département de la coopération Saoudienne



Son Excellence le Ministre de la Défense nationale M. Hanane Ould Sidi, a reçu, mercredi 22 novembre 2022, dans son bureau, le Général de Brigade Youssef Al-Tasan, Directeur du Département de la Coopération Internationale à l'Etat Major Saoudien, suite à la Cé-

rémonie de signature du protocole de réception d'un groupe de véhicules blindés légers, don du Royaume d'Arabie Saoudite aux pays membres du G5 Sahel. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays et des moyens de

les développer, notamment dans le domaine de la défense. La réunion s'est déroulée en présence du Général de Division Souleymane Abboude, Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, et du Général de Division Mohamed Val Rayess, Directeur de la DIRCMAT.

### Le Chef d'Etat-Major de l'armée malienne



Le Ministre de la Défense Nationale, M. Hanenna Ould Sidi, a reçu, jeudi, 22 décembre, 2022 à Nouakchott, le Général Oumar Diara, Chef d'Etat-Major des forces armées maliennes, dans le cadre d'une visite de travail en Mauritanie.

## Clôture de l'exercice de certification de l'Etat-major des Forces Spéciales

Le Ministre de la Défense Nationale M. Hanenne ould Sidi a supervisé, vendredi 09 décembre 2022, en compagnie du Général de Division Mokhtar Bolle Chaabane, au poste de commandement des Forces Spéciales la clôture de l'exercice de certification de l'Etat-major des Forces Spéciales.

La cérémonie a commencé par une présentation faite par le Général de Brigade Mohamed ould Cheikh ould Boidde, dans laquelle il a mis en exergue les acquis importants réalisés grâce à la coopération française et européenne.

Le Commandant des Forces Spéciales s'est exprimé en présence de l'ambassadeur de France, du représentant de la Délégation de l'Union Européenne, du Général de brigade d'aviation Pierre Vaysse Chef d'Etat-Major Adjoint des Forces spéciales françaises, du chef d'état-major de l'Armée de Terre et des chefs de divisions et directeurs de l'EMGA. Des officiers des FS ont présenté l'exercice et ses objectifs. La délégation a pu visiter le Poste de Commandement Tactique (PCT) dans la Moughataa de Wad-Nagamis mis en place spécialement pour les besoins de l'exercice. Au niveau du PCT, la délégation a pu s'informer sur les dispositions prises pour l'exécution de la partie finale de l'exercice, avant de visiter le centre de tir adapté. Au niveau du centre de tir adapté (CTA), la délégation a pu suivre une présentation relative au rôle joué par cette infrastructure dans l'entraînement des hommes sur le tir et le combat dans des stands fermés.

L'exercice s'est terminé par la destruction d'un élément ennemi embusqué dans un bâtiment.



procédé au largage de matériel destiné à l'appui des troupes au sol. A l'issue de ces actions, le Ministre de la Défense Nationale et le Chef d'Etat-Major Général des Armées ont salué la qualité de la préparation et de l'exécution de cet exercice, avant de féliciter l'ensemble des participants.



## Le MDN inaugure...

### Des installations équipées à l'Hôpital militaire



Le ministre de la Défense nationale, M. Hanena Ould Sidi, en compagnie du chef d'Etat-major général des Armées, le Général de Division Moctar Bolle Chaabane, a supervisé, vendredi, 25 novembre 2022, à l'Hôpital militaire de Nouakchott, l'inauguration de plusieurs infrastructures équipées ; Cette activité s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives du 62ème anniversaire de la fête de l'indépendance nationale et de l'anniversaire de la création des Forces armées, qui correspond au 25 novembre. Ces infrastructures comprennent un pavillon des urgences, une structure d'accueil et de tri, des services d'hospitalisation et des soins ambulatoires, des salles pour les consultations médicales et un réseau d'assainissement. Ces inaugurations ont également concerné le service de cardiologie, le services d'ophtalmologie et les consultations spécialisées, en plus des services de médecine dentaire, de réservation sanitaire et de réanimation médicale,

pourvus des équipements modernes d'imagerie, d'analyses et autres moyens techniques et médicaux nécessaires au fonctionnement de ces différents service. Le ministre et le chef d'Etat-ma-

teur général de l'Hôpital militaire, Dr Général de Brigade Mohamed Ravee et ses collaborateurs.

Ces derniers ont évoqué les fonctionnalités des nouveaux bâtiments et la qualité de leurs



équipements qui sont de nature à relever considérablement le niveau des prestations de cette institution hospitalière qui constitue une référence dans le domaine

de la santé au niveau du pays. L'inauguration s'est déroulée en présence du Général de Brigade Seydou Diah Chef de la Division Soutien, du médecin Général de Brigade Abdollahi Aboumediene Directeur général des Services de Santé des Forces armées et de sécurité et d'officiers de l'Hôpital militaire.

de la santé au niveau du pays. L'inauguration s'est déroulée en présence du Général de Brigade Seydou Diah Chef de la Division Soutien, du médecin Général de Brigade Abdollahi Aboumediene Directeur général des Services de Santé des Forces armées et de sécurité et d'officiers de l'Hôpital militaire.

## Le MDN inaugure...

## Des bâtiments à l'Etat-Major de la Gendarmerie nationale



tés sur le rôle et les résultats techniques et scientifiques escomptés, qui contribueront à développer et à moderniser la Gendarmerie nationale. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Général de Brigade Cheikh Diallo chef d'Etat-Major de la Gendarmerie nationale adjoint, du Général de Brigade Ahmed Mahmoud Ould Taya directeur des services techniques de l'Etat-Major de la Gendarmerie en plus d'officiers du Corps.

Le Ministre de la Défense Nationale M. Hanenne Ould Sidi, en compagnie du Chef d'Etat-Major de la Gendarmerie nationale, le Général de Division Abdellahi Ahmed Aicha, a inauguré jeudi 25 novembre 2023 à Nouakchott, des bâtiments administratifs et de service, dans le cadre des festivités marquant le 62ème anniversaire de l'indépendance nationale, coïncidant avec l'anniversaire de la création des Forces armées, le 25 novembre. Ces bâtiments, équipés de moyens sophistiqués, comprennent un parking et des bureaux administratifs à étage, en plus d'un système pour la conservation des données et des archives numériques et un mess d'officiers à deux niveaux. Le premier niveau est réservé aux haut gradés, cependant que le deuxième niveau comprend un restaurant, un café et une cuisine. A cette occasion, le ministre, accompagné du Chef



d'Etat-Major de la Gendarmerie, a visité les différents bâtiments, où il s'est informé des caractéristiques et des missions qui leur sont assignées, ainsi que des équipements techniques et informatiques utilisés par le secteur de la Gendarmerie. Il a, par ailleurs, écouté des explications détaillées présentées par les responsables des bâtiments visi-



## Le MDN supervise des inaugurations au CDG5S

Le Ministre de la Défense Nationale M. Hanenna ould Sidi a supervisé, lundi, 28 novembre, au Collège de Défense du G5-Sahel, en compagnie du Ministre de l'enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique M. Mohamed Ould Cheikh El Hadhrami, l'inauguration d'un complexe d'hébergement et d'un parcours bitumé long de 460m. Ces inaugurations s'inscrivent dans le cadre des activités commémoratives du 62ème anniversaire de l'indépendance nationale. Dans un mot prononcé à cette occasion, le Général de Brigade Brahim Vall Ould Cheibani Commandant du CDG5 SAHEL a souligné que ces infrastructures comprenant un complexe d'hébergement pour stagiaires du Collège de 34 chambres et un complexe sportif avec piscine et stade de football et une salle de sport,



constitueront un ajout qualitatif pour cette institution. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de l'ambassadeur des Émirats Arabes Unis et du secrétaire permanent du G5 SAHEL en plus des chefs d'Etats-Majors de la garde et de la gendarmerie nationale et du CEMAT et chef de directions de l'EMGA.

